



Rapport semestriel financier
au 30 Juin 2013

SOMMAIRE

A/ Attestation de Responsabilité P 3

B/ Rapport semestriel d'activité du groupe DEVERNOIS P 3

C/ Le bilan consolidé du groupe au 30 juin 2013 P 9

D/ Le compte de résultat consolidé du groupe P 11

E/ Le tableau de financement du groupe au 30 juin 2013 P 12

F/ Le tableau de variation des capitaux propres au 30 juin 2013 P 13

G/ Notes annexes aux comptes consolidés condensés du groupe P 13

A/ Attestation de Responsabilité

J'atteste en ma qualité de Président du Directoire que, à ma connaissance, les comptes semestriels condensés au 30 juin 2013 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation. J'atteste de même par la présente que le rapport d'activité du 1er semestre 2013 représente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats, de la situation financière de la société, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes liés aux 6 prochains mois d'exercice.

Le Coteau, le 30 août 2013

Thierry Brun

Président du Directoire



B/ Rapport semestriel d'activité du Groupe DEVERNOIS

(Etabli par le Directoire sur les comptes semestriels arrêtés au 30 Juin 2013)

« UN PREMIER SEMESTRE EN DEMI-TEINTE AVEC UNE BAISSSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE 9,9% »

Les comptes semestriels condensés consolidés au 30 juin 2013 ont été établis dans le cadre des dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur, conformément au règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, et suivant les normes comptables internationales édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board). Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards) et les IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations.

L'impact des normes et interprétations d'application obligatoire en 2013 se décompose comme suit :

- La norme IAS 1 révisée, appliquée à compter de 2009 n'a d'impact que sur la présentation des états financiers.
- Compte tenu des évolutions dans les normes imposées et la mise en place de la norme IFRS 8, la société n'est pas en mesure de diffuser l'étude sectorielle préconisée dans la mesure elle n'a pas d'outils en interne à sa disposition.

Les méthodes comptables arrêtées en 2005, pour tenir compte des différentes évolutions réglementaires, ont été appliquées sans changement aux comptes condensés semestriels au 30 juin 2013. Toutefois, nous attirons votre attention sur les points figurant dans les notes en annexes concernant la dépréciation des fonds de commerce et concernant les engagements de retraites et assimilés, décrivant les adaptations apportées aux méthodes et estimations pour l'établissement des comptes condensés.

Le périmètre de consolidation du groupe a évolué par rapport au 31 décembre 2012. En effet, la société MARNY a été fusionnée dans la société SOFRADE avec effet rétroactif au 1er janvier 2013.

I ACTIVITE DU GROUPE AU COURS DU SEMESTRE : Un chiffre d'affaires en baisse de 9,9%

Par Réseau, en K €	2013	%	2012	%	Variation
Sous Total Gros	3 534	18,57%	3 897	18,45%	-9,31%
Sous Total Distribution	15 494	81,43%	17 225	81,55%	-10,05%
Total Consolidé	19 028	100,00%	21 122	100,00%	-9,91%

Avec 19 028 K€ de chiffre d'affaires consolidé, le Groupe enregistre sur le premier semestre 2013 une baisse de ses ventes de 9,9 % par rapport au premier semestre 2012.

Notre activité de Gros se situe donc à un montant semestriel de 3 534 K€ contre 3 897 K€ fin juin 2012 soit une baisse de 9,3%.

Notre activité de Gros au 30 juin 2013 représentait 18,6 % de notre chiffre d'affaires consolidé, chiffre légèrement supérieur au premier semestre 2012.

Le secteur de la distribution représente donc un peu plus de 81,5% de notre chiffre d'affaires en légère baisse comparé au premier semestre 2012.

Le secteur de la Distribution a connu sur le premier semestre 2013 une baisse de 10,0 % de son chiffre d'affaires par rapport à fin juin 2012. Cette baisse est particulièrement marquée dans les pays le plus touchés par la crise économique actuelle, avec une baisse de près de 17% en Espagne et 31% au Portugal.

Sur la France, notre chiffre d'affaires de distribution à surface comparable est en baisse d'environ 5,5%.

A fin juin 2013, le réseau intégré représentait en France 84 succursales dont 8 stands en grands magasins, 12 affiliés, et à l'export (Espagne, Portugal, Suisse, Belgique et Luxembourg) 30 succursales dont 15 stands en concession Grands Magasins Innos et Corte Ingles et 3 affiliés.

II ANALYSE DES COMPTES CONSOLIDES

1. RESULTAT :

En k euros	1er semestre 2013	1er semestre 2012	Variation
Chiffre d'affaires	19 028	21 122	-9,9%
Marge brute	12 867	15 165	-15,1%
En % du Chiffre d'affaires	67,6%	71,8%	-5,8%
Marge Opérationnelle	-1 867	-287	-550,5%
En % du Chiffre d'affaires	-9,8%	-1,4%	-600,0%
Résultat Opérationnel	-2 268	300	-856,0%
Résultat Financier	-155	-4	-3775,0%
Résultat net consolidé	-1 837	231	-695,2%
En % du Chiffre d'affaires	-9,6%	1,1%	-972,7%

L'activité du premier semestre 2013 a donc été en retrait par rapport à celle de l'année 2012 tant sur l'activité de Distribution, en retrait de 10,0%, que le secteur de Gros en retrait de 9,3%.

La part des consommations sont en sensible hausse, représentant 32,4% du chiffre d'affaires à fin juin

2013 contre 28,2% à fin juin 2012, ceci étant notamment dû à des promotions plus fortes faites en période de soldes.

Les charges de personnel du groupe passent 31,1% du CA à fin juin 2012 à 30,7% fin juin 2013. La baisse de ce ratio est essentiellement liée à une baisse importante chez DEVERNOIS SA (473k€) ainsi qu'à l'arrêt de l'activité de la société LUXXL.

Les charges externes sont en forte baisse de 305 K€ en passant de 7 758 K€ à 7 453 K€ à fin juin 2013. Cette baisse provient notamment de la réduction du périmètre de magasins (114 succursales et corners en juin 2013 contre 122 en juin 2012).

Les dotations aux provisions sont en hausse de 313 K€ par rapport au 30 juin 2012. Cette hausse provient principalement d'une provision de 700k€ concernant un plan social chez DEVERNOIS SA. En revanche, la provision concernant pour retour au 30 juin 2013 est nettement inférieure à celle constatée au 30 juin 2012.

La marge opérationnelle courante est donc en baisse de 1 580 K€ passant de - 287 K€ fin juin 2012 à - 1 867 K€ fin juin 2013.

Les autres produits et charges opérationnels s'élèvent à - 401 K€ au 30 juin 2013 (incluant notamment une dépréciation exceptionnelle sur fonds de commerce de 376 K€) contre 587 K€ au 30 juin 2012 (incluant notamment des plus-values de cessions de fonds de commerce sur le premier semestre 2012).

Le résultat opérationnel passe ainsi de 300 K€ au 30 juin 2012 à -2 268 K€ au 30 juin 2013..

Le résultat financier représente - 155 K€ au 30 juin 2013 contre - 4 K€ au 30 juin 2012. Sur 2013, les taux de change du dollar (monnaie d'achats du groupe) et du franc Suisse (monnaie de vente du groupe) ont connu des évolutions moins favorables qu'en 2012, générant de fait des effets de change positifs et des écarts de conversion passifs moins importants

Le résultat net après impôt passe de 231 K€ au 30 juin 2012 à - 1 837 K€ au 30 juin 2013.

2.BILAN

2.1 Actifs

2.1.1 Actif non courants

Le total des actifs non courants passe en valeur nette de 37 809 K€ au 31/12/12 à 37 602 K€ au 30/06/13.

Les immobilisations corporelles et incorporelles représentent en valeur nette 35 816 K€ au 30/06/13 contre 36 551 K€ au 31/12/12.

L'impact d'une éventuelle dépréciation sur les fonds de commerce liée à la crise économique actuelle n'a pas été appréhendé et les valeurs des fonds de commerce inscrits au bilan restent celles de l'évaluation pratiquée pour la clôture du 31 décembre 2012. En effet, comme chaque année et par mesure pratique, le groupe fait établir une évaluation annuelle de ses fonds par un cabinet indépendant au deuxième semestre de chaque exercice, cette valeur considérée comme valeur vénale est alors utilisée pour les tests de dépréciation. Néanmoins, les données économiques et nos consultants dans le domaine

tendent à démontrer une dépréciation correcte.

Les immobilisations financières sont en légère augmentation par rapport au 31/12/12 et représentent une valeur de 1 090 K€ au 30/06/2013.

2.1.2 Actif courants

Les stocks nets passent de 7 533 K€ au 31/12/12 à 6 566 K€ au 30/06/13. Cette variation est expliquée essentiellement par la politique du Groupe de réduction des engagements sur l'été 2013 et l'hiver 2013 suite aux anticipations de ralentissement de l'activité 2013 au regard d'un second semestre 2012 plutôt difficile.

Le groupe travaille toujours à l'écoulement des pièces « anciennes saisons » via des réseaux différenciés (internet, ventes publiques...) pour valoriser au mieux ces anciens stocks.

Néanmoins, l'ambition du groupe est de réduire au maximum ces anciens stocks afin de ramener la provision à un niveau plus cohérent afin de limiter son impact dans les résultats consolidés.

Les comptes clients et comptes rattachés en valeur nette restent stables en passant de 1 386 K€ au 31/12/12 à 1 361 K€ au 30/06/13.

La trésorerie nette à la fin du premier semestre 2013 s'élève à 3 471 K€ contre 6 696 K€ au 31/12/12. La baisse de la position de trésorerie est due notamment à la faiblesse de marge brute d'autofinancement (49 K€) couplée à une variation du BFR de plus de 427 K€, le solde provenant principalement des opérations d'investissements pour 946 K€, versements de dividendes pour 1 151 K€ et remboursements d'emprunts pour 707 K€.

2.2 Passifs

2.2.1 Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières du groupe à plus d'un an, en baisse de 14,7% sur le semestre, représentant 3 207 K€ à fin juin 2013 contre 3 762 K€ à fin décembre 2012, soit respectivement 9,3 % des capitaux propres au 30 juin 2013 contre 9,9 % au 31 décembre 2012.

2.2.2 Passifs courants

2.2.2.a Fournisseurs

Le poste fournisseur passe d'une valeur nette de 4 139 K€ au 31/12/12 à 4 564 K€ au 30/06/13 (4 317 K€ au 30/06/12 pour période comparable).

2.2.2.b Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges hors impôts différés passent de 1 175 K€ au 31/12/12 à 1 870 K€ au 30/06/13. Les dotations concernent des litiges opposant la société à des bailleurs sur les conditions de renouvellement des baux suite à des demandes de déplafonnement de loyers, des litiges commerciaux, sociaux, et les provisions pour indemnités de fin de carrière.

III. ANALYSE DES RISQUES

3.1 Risque de Crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients.

Le Groupe dispose d'une assurance crédit souscrite auprès de la société EULER HERMES afin de s'assurer contre le risque de crédit auprès des clients hors France (68% du chiffre d'affaires de Gros). La quotité assurée est de 70% pour les clients non-dénommés et de 90% pour les clients dénommés.

3.2 Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance. La direction financière a pour mission d'assurer le financement et la liquidité du Groupe au meilleur coût. Le financement du groupe est assuré par le recours au marché des capitaux via des ressources bancaires (emprunts et lignes de crédit, etc...). Des budgets de trésorerie sont définis par la direction et présentés périodiquement au comité de direction et au conseil de surveillance. Le Groupe bénéficie, auprès de ses partenaires financiers, de découverts autorisés et lignes de crédit s'élevant à 3 250 K€ au 30/06/2013 qui sont renouvelés annuellement.

3.3 Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change, les taux d'intérêts affectent le résultat de Groupe. La gestion du risque de marché a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché dans des limites acceptables.

- Risque de taux d'intérêt

Les dettes financières du Groupe sont contractées uniquement à taux fixe éliminant ainsi tout risque de taux d'intérêt.

- Risque de change

Au titre de ses filiales, le Groupe est soumis au risque de conversion des états financiers en euro uniquement pour sa filiale Italie6, société de droit français disposant d'établissements en Suisse. Toutefois, les risques d'écarts de conversion ne sont pas significatifs du fait de la stabilité de la parité euro – franc suisse.

Du fait de l'origine étrangère d'une part de ses approvisionnements, le Groupe est exposé dans ses activités aux risques financiers pouvant résulter de la variation des cours de change de certaines monnaies, principalement le Dollar américain. Le groupe s'attache à couvrir ce risque par des opérations de couverture de change. Dans cet objectif, il est assisté par ses principaux organismes financiers qui le conseillent dans sa gestion et son suivi de la couverture de sa position de change.

Le Groupe n'utilise que des instruments dérivés simples (achat à terme). Au 30/06/2013, des couvertures sont toujours en cours pour des montants de 1522K\$.

-Risques liées aux actions

Le groupe n'est pas exposé au risque de prix sur les actions puisqu'il ne détient aucune action autodétenue.

3.4 Risque fournisseurs et prix

Les relations avec nos fournisseurs et sous-traitants sont encadrés par des contrats de partenariat et de sous-traitance. Le Groupe se prémunit contre les risques juridiques liés à ces contrats avec l'appui d'un cabinet juridique extérieur. Ainsi toute rupture abusive d'un contrat par un fournisseur peut faire l'objet d'un contentieux dans la mesure où des conséquences significatives en résulteraient. De plus, le Groupe gère un panel de fournisseurs nécessaire et suffisant en France et à l'export pour éviter tout goulet d'étranglement qui surviendrait suite à la rupture de relations avec un ou des fournisseurs.

3.5 Assurances

Le groupe a souscrit auprès de compagnies d'assurances des contrats d'assurances visant à protéger ses biens d'exploitation. Ainsi, les bâtiments industriels, commerciaux ou logistiques, les fonds de commerce et leur contenu (essentiellement machines à tricoter, matériels, mobiliers de bureaux, agencements boutiques et stocks) bénéficient de couvertures contre les principaux risques. Par ailleurs, une garantie « perte d'exploitation » couvre les conséquences financières d'une interruption de l'exploitation consécutive à la survenance de tels dommages. Cette garantie couvre la marge brute des sociétés du Groupe sur une période d'indemnisation de 12 mois.

Le groupe bénéficie à ce titre d'une limite contractuelle d'indemnité par sinistre type « incendie » de 32 millions d'euros (Risques directs + perte d'exploitation) pour sa partie production, administration, logistique et commercial de Gros et de 15 millions d'euros (Risques directs + perte d'exploitation + perte de la valeur vénale des Fonds de Commerce) pour sa partie Réseau de Boutiques.

Enfin, le Groupe satisfait aux obligations d'assurance de responsabilité civile liée à la production et à la commercialisation de ses produits. Le montant maximal des garanties souscrites à ce titre s'élève respectivement à 6 millions (responsabilité civile « avant livraison ») par sinistre et 3 millions (responsabilité civile « après livraison ») par sinistre et par année d'assurance.

3.6 Autres risques

-Risques liés à la création : Le Groupe procède aux dépôts de marques et modèles chaque saison dans les délais impartis afin de limiter les risques de copie et reproduction qui pourraient être préjudiciables pour le chiffre d'affaires.

-Risques liés à la concurrence : Le Groupe suit régulièrement les informations du marché issues de sa force de vente, de son réseau interne, des organismes nationaux du secteur pour analyser les évolutions du marché ou des concurrents.

-Risques liés aux salariés clés : Le Groupe est attentif à l'évolution de son turnover dans les postes clés de l'entreprise. Il essaie de faire au mieux pour développer les domaines de compétence de ses salariés et faciliter ainsi la polyvalence de ces hommes clés.

-Risques liés à la taille de la société : Le Groupe n'a pas connu d'évolution significative depuis plusieurs années qui puisse accentuer ou réduire les risques liés à sa taille. D'un point de vue juridique et légal, le Groupe est assisté de partenaires extérieurs, experts dans leur domaine de compétence, qui lui permettent de se tenir au fait des évolutions dans ces domaines.

IV . PERSPECTIVES DU 2^{ème} SEMESTRE 2013

Les tendances observées depuis le début du deuxième semestre 2013 montrent une légère hausse de

2,4% de nos ventes dans la distribution à surfaces comparables sur les mois de Juillet, Août et début Septembre 2013.

L'activité de Gros, quant à elle, est encore marqué par une baisse sur la saison d'hiver 2013 laissant augurer une activité annuelle en repli par rapport à celle de l'année 2012.

Dans une telle conjoncture, le Groupe ne peut se prononcer sur l'évolution de son chiffre d'affaires sur le second semestre puisque celui-ci va dépendre directement du comportement de consommation du dernier trimestre 2013.

V. PRINCIPES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Il n'y a eu aucune nouvelle transaction entre les parties liées au cours du 1er semestre 2013, qui ait influencé significativement la situation financière ou les résultats consolidés du groupe. Les transactions décrites dans le rapport annuel au 31 décembre 2012 avec la société holding HSTB se sont poursuivies dans les mêmes conditions.

C/ Le bilan consolidé du groupe au 30 juin 2013

ACTIF	30/06/2013	31/12/2012	REF ANNEXE
Actifs non courants	37 602	37 809	
Immobilisations incorporelles	28 233	28 703	note 11
Immobilisations corporelles	7 583	7 848	note 12
Immeubles de placement	-	-	
Immobilisations financières	1 090	1 082	note 13
Autres actifs financiers disponibles à la vente (TIAP)	-	-	
Impôts différés actifs	696	175	note 14
Actifs courants	13 781	18 080	
Stocks	6 566	7 533	note 16
Acomptes et avances	-	-	
Clients et comptes rattachés	1 361	1 386	note 15
Autres créances et comptes de régularisation	2 067	1 563	note 17
Trésorerie	3 787	7 599	note 18
TOTAL GENERAL	51 383	55 889	

PASSIF	30/06/2013	31/12/2012	REF ANNEXE
Capitaux propres	34 609	37 871	note 19
Capital social	2 300	2 300	
Primes d'émission	7 477	7 477	
Ecart de réévaluation	105	105	
Réserves légales	230	230	
Réserves réglementées			
Autres réserves	26 332	26 947	
Ecart de conversion	2	65	
Résultat de l'exercice	- 1 837	746	
Intérêts minoritaires	-	-	
Passifs non courants	5 021	5 308	
Emprunts et dettes financières LT (plus d'un an)	3 207	3 762	note 22
Impôts différés passifs	1 814	1 546	note 23
Provisions pour risques et charges long terme	-	-	
Autres passifs non courants (dont participation des salariés)	-	-	
Passifs courants	11 753	12 710	
Fournisseurs et comptes rattachés	4 564	4 139	note 24
Emprunts et dettes financières CT (moins d'un an)	1 160	1 445	note 22
Comptes bancaires créditeurs	316	903	note 22
Dettes fiscales et sociales courant			
Dettes fiscales et sociales et autres dettes	3 843	5 048	note 24
Provisions pour risques et charges courantes	1 870	1 175	note 20
TOTAL GENERAL	51 383	55 889	

D/ Le compte de résultat consolidé du groupe

	30/06/2013	30/06/2012	REF ANNEXE
Chiffre d'affaires	19 028	21 122	note 4
Production stockée-immobilisée	383	466	
Produits opérationnels courant	19 411	21 588	
Achats consommés	-6 161	-5 957	
Charges de personnel	-5 848	-6 559	
Charges externes	-7 453	-7 758	
Impôts et taxes	-471	-483	
Dotations aux amortissements	-1 259	-1 297	
Dotations aux provisions nettes	-47	266	
Charges d'exploitation nettes	-38	-87	note 7
Charges opérationnelles courant	-21 277	-21 875	
Marge opérationnelle courant	-1 866	-287	
Autres produits et charges opérationnels	-401	587	note 8
Résultat opérationnel	-2 267	300	
Produits nets de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	26	24	
Charges de financement	-84	-113	
Coût de l'endettement financier net	-58	-90	note 9
Autres produits et charges financiers	-98	86	
Résultat financier	-156	-4	
Charges d'impôt	-586	-65	note 10
Quote part du résultat net des sociétés mises en équivalence			
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	-1 837	231	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat consolidé net	-1 837	231	
Part du groupe	-1 837	231	
Part des minoritaires	0	0	
Résultat par action	-6	1	

E/ Le tableau de financement du groupe au 30 juin 2013

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE		
En K€	30/06/2013	31/12/2012
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
Résultat net des sociétés intégrées	-1 838	746
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie :		
- provisions à caractère de réserve	696	193
- amortissements	1 259	2 528
- provisions sur fonds de commerce	372	767
- autres produits à caractère de réserves	-160	-306
- impôts différés	-302	-145
- plus-values de cessions, nettes d'impôt	22	-3 314
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	49	469
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-427	5 350
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-378	5 819
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations	-955	-5 489
Cessions d'immobilisations nettes	9	6 235
Incidence des variations de périmètre		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-946	746
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-1 151	-1 151
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Incidence variation périmètre		
Souscription d'emprunts	0	3 950
Remboursement d'emprunts	-707	-1 692
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-1 858	1 107
Variation de trésorerie	-3 182	7 672
Incidence des variations des cours des devises	43	-2
Trésorerie d'ouverture	6 696	-978
Trésorerie de clôture	3 471	6 696
Variation de trésorerie	-3 182	7 672
Vérifications	0	0

F/ Le tableau de variation des capitaux propres au 30 juin 2013

	Capital	Primes	Ecarts de réévaluation	Réserves consolidées	Ecarts de conversion	Résultat de l'exercice	Total
Situation au 31.12.2012	2 300	7 477	105	27 177	66	746	37 871
Incidence affectation des résultats				-405		-746	-1 151
Autres mouvements				-210	-64	-1 837	-2 111
Situation au 30.06.2013	2 300	7 477	105	26 562	2	-1 837	34 609

Note 1. Principes comptables

Conformément au règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés annuels 2012 ont été établis suivant les normes comptables internationales édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board). Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards) et les IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations.

Les comptes consolidés du Groupe pour le semestre clos le 30 Juin 2013 sont présentés et ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Cette norme prévoit que s'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS nécessaire à la préparation des comptes consolidés annuels. Les comptes du 30 Juin 2013 doivent donc être lus en relation avec les états financiers du 31 Décembre 2012. Les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes semestriels sont identiques à ceux retenus pour l'établissement des comptes annuels de l'exercice 2012.

1.1. Consolidation

Les sociétés dans lesquelles DEVERNOIS SA exerce directement ou indirectement un contrôle majoritaire sont intégrées globalement.

Le périmètre de consolidation est présenté en note 2.

Toutes les transactions significatives réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes sont éliminés.

Les comptes des sociétés consolidées ont tous été arrêtés au 30 Juin 2013 et ont tous une durée de 6 mois.

1.2. Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les états financiers de la succursale étrangère de la société Italie 6 ont été convertis selon la méthode du cours de clôture à l'exception des capitaux propres qui ont été convertis au cours historique.

Par mesure de simplification, et par le fait que la société concernée, Italie 6, a un impact mineur sur les postes du compte de résultat consolidé, les opérations de résultat sont converties à un taux de clôture.

1.3. Chiffre d'affaires

1.3.1. Ventes détaillants

La société Devernois vend une partie de ses articles à des détaillants, composés de :

- un réseau 250 multimarques et de 22 franchisés en France et à l'étranger ; cette distribution de plus en plus sélective quant aux choix des emplacements et des partenaires s'inscrit dans une politique de représentation de la marque dans un environnement haut de gamme.
- un réseau de grands magasins organisés au niveau national sous forme généralement de stands.

1.3.2. Ventes aux boutiques

La société Devernois vend aussi ses articles à ses filiales de distribution de vente au détail en France et à l'étranger, structurées autour de 114 points de vente en Europe. Cette distribution en propre devenue un axe prioritaire de développement s'appuie sur un réseau de points de vente sélectifs, avec des flag-ship dans plusieurs grandes villes européennes (Bruxelles, Madrid, Genève, Luxembourg). Elle permet d'assurer une image cohérente de la marque dans son univers haut de gamme et assure, à l'appui des moyens mis en œuvre sur le plan du back office logistique, des systèmes d'informations et du merchandising une valorisation des produits de la collection dans ses différentes gammes.

1.3.3. Ventes aux affiliés

Enfin, la société Devernois vend ses articles à un réseau d'affiliés en France et à l'étranger, constitués de 15 points de vente ; ces clients sont issus, pour la moitié d'entre eux, du réseau franchisé et ont suivi la politique de passage au nouveau concept. Ce développement commercial a été choisi pour la maîtrise qu'il permet en matière de gestion des stocks et de rotation des collections.

1.4. Immobilisations incorporelles : Fonds de commerce et droits au bail - Dépréciation

La méthode de dépréciation des fonds de commerce, par référence à leur valeur de marché, reste inchangée par rapport à celle appliquée lors de l'exercice et période semestrielle précédents.

Par mesure pratique, le groupe fait établir au deuxième semestre de chaque exercice, par un cabinet d'évaluation nationalement reconnu pour le réseau français et des experts indépendants pour les filiales étrangères, une estimation unique de la valeur de marché de chacun des fonds de commerce et droits au bail.

Cette valeur, considérée comme valeur vénale, est utilisée pour les tests de dépréciation lors de l'arrêté des comptes annuels et des comptes semestriels suivants destinés à la consolidation. Compte tenu du contexte économique actuel sans modification significative par rapport au 31/12/2012, l'impact d'une éventuelle dépréciation supplémentaire n'a pas été appréhendé.

1.5. Actifs et passifs financiers

Les valeurs mobilières de placement ont été enregistrées à la juste valeur au 30 Juin 2013. En cas de cessions concernant des titres de même nature conférant les mêmes droits, le prix de revient des titres cédés a été déterminé selon la méthode de «premier entré, premier sorti»

Au 30/06/2013 il n'y a aucun écart significatif entre la juste valeur du portefeuille de valeurs mobilières et sa valeur comptable.

A la date d'établissement des comptes, une provision pour dépréciation est enregistrée si la valeur comptable est supérieure à la valeur boursière du portefeuille.

Au 30 juin 2013, aucune provision n'a été constituée.

1.6. Stocks

Les stocks sont valorisés selon la procédure suivante :

- Les frais financiers sont toujours exclus de la valorisation.
- La valorisation des matières premières, produits intermédiaires et en cours s'opère, en fonction de leur saison, au prix réel pondéré, c'est-à-dire au prix unitaire où la matière a été achetée, chaque pièce de tissu ou chaque carton ayant fait l'objet d'une facture saisie en GPAO rattachée à une saison. Au cas où une matière ne serait pas liée à un achat (régularisation de stock), la valorisation s'opère sur la base de la gamme de fabrication.
- Les produits finis sont valorisés selon la méthode suivante :

Produits fabriqués en interne :

Ces produits sont valorisés en fonction des coûts d'approvisionnement et de confection réels pondérés, issus des factures comptabilisées, et appliqués aux coûts d'unité d'œuvre réels semestriels. Ces coûts directs sont majorés des charges indirectes de production, incluant la dotation aux amortissements des frais de création des collections produites.

Produits de négoce :

Ces produits sont valorisés aux prix de revient réels pondérés issus des factures comptabilisées et incluant des frais généraux réels tels que les frais de port, l'emballage, les frais d'assurances.

Il n'y a pas de modifications relatives aux méthodes de dépréciation des stocks qui sont toujours établies par rapport à une valeur commerciale prévisible de revente.

1.7. Impôts

La charge d'impôt sur le résultat semestriel a été calculée à partir des impôts courants et des impôts différés relatifs à chaque entité.

Les taux d'imposition retenus pour le semestre sont :

- pour les sociétés françaises faisant partie du périmètre de l'intégration fiscale de DEVERNOIS SA le taux légal pour 2013 soit 33,33 %.
- pour Devernois Belgique, le taux légal pour 2013, soit 33,99 %.
- pour Italie 6, le taux légal pour 2013, soit 25 %.
- pour Devernois Espana, aucune fiscalité n'est retenue.

- pour Devernois Luxembourg, le taux légal pour 2013, soit 29,25 %.

- pour Devernois Portugal, le taux légal pour 2013, soit 12,50 %.

1.8. Engagements de retraites et assimilés

La méthode d'estimation des engagements de retraite et assimilés reste inchangée par rapport à celle appliquée lors de l'exercice précédent.

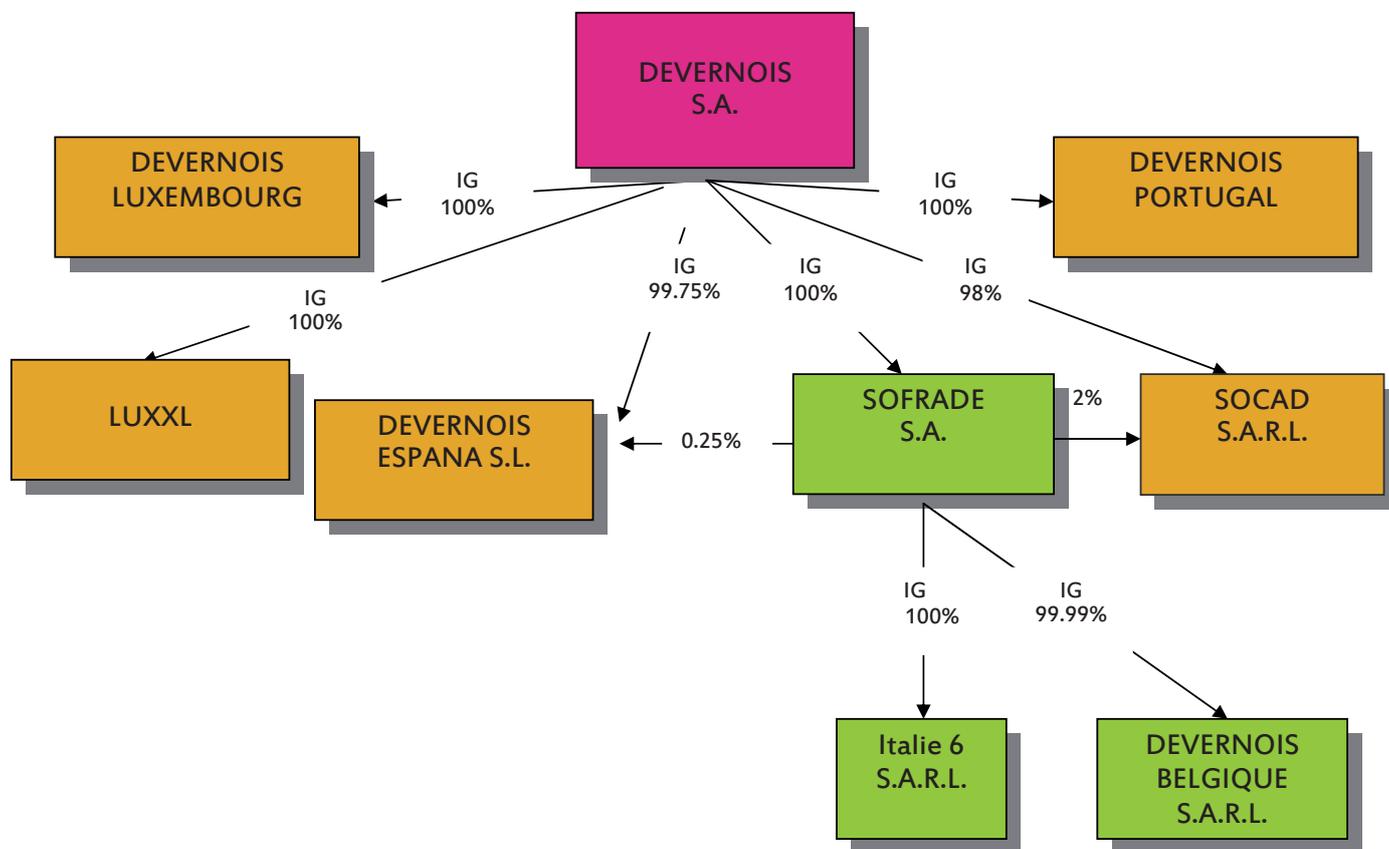
Toutefois, depuis le 30/06/2008 et afin d'accélérer la production des comptes condensés semestriels, les engagements de retraites et assimilés sont estimés sur la base du calcul au 31/12 précédent, majoré d'un taux, fixé à 1.5% au 30/06/13. La structure sociale du groupe n'a pas subi de modification significative au 1er semestre 2013, et la direction estime donc que ce changement d'estimation comptable n'a pas d'incidence significative sur les comptes condensés semestriels.

1.9. Titres d'autocontrôle

A l'heure actuelle, le groupe ne détient pas de titres d'autocontrôle.

Note 2. Périmètre de consolidation

2.1. Noms des sociétés consolidées



2.2. Evolution significative du périmètre en 2013

La société MARNY a été fusionnée avec la société SOFRADE au cours du 1er semestre 2013.

2.3. Impacts des changements du périmètre de consolidation sur les données consolidées

Non significatif.

Note 3. Information sectorielle

En application de l'IFRS 8 «Informations sectorielles», le seul niveau d'information sectorielle est le secteur d'activité. Cette information est fondée sur les systèmes internes d'organisation et la structure de gestion du groupe.

Le groupe est géré en trois segments principaux :

- division détaillants
- division boutiques
- division affiliés

Chacune des colonnes du tableau ci-dessous, reprend les chiffres propres de chaque secteur, compris comme une entité indépendante.

Les relations commerciales inter-activités ont été analysées et ne représentent pas des montants significatifs. Pour cette raison, elles n'ont pas été retraitées pour la présentation sectorielle.

Compte de résultat 30/06/2013	30/06/2013	Détaillants	Boutiques	Affiliés	Non affecté
Chiffre d'affaires	19 028	3 534	14 565	929	0
Marge opérationnelle	-1 866	116	-2 212	230	0
Résultat sectoriel	-2 267	124	-2 623	232	0
Résultat financier	-156	0	0	0	-156
Charges d'impôt	-586	0	0	0	-586
Quote part du résultat net des sociétés mises en équivalence					
RESULTAT CONSOLIDE NET	-1 837	124	-2 623	232	430

Note 4. Chiffre d'affaires

(en K €)	30/06/2013	30/06/2012
Ventes de biens	18 909	20 873
Prestations de services	119	249
Total	19 028	21 122

Note 5. Effectif

L'effectif à la date d'arrêté des comptes s'établit ainsi :

	30/06/2013	30/06/2012
Cadres	81	87
ETAM	226	232
Ouvriers	23	28
Total	330	347

Note 6. Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

Les amortissements figurant à l'actif concernent les actifs suivants :

(en K €)	30/06/2013	30/06/2012
Frais de collection	239	302
Autres immobilisations incorporelles	2 602	2 490
Matériel	4 114	4 081
Autres immobilisations corporelles	10 561	10 137
Total	17 516	17 010

Note 7. Autres produits et charges d'exploitation

(en K €)	30/06/2013	30/06/2012
Autres produits	51	24
Autres charges	(89)	(111)
Total	(38)	(87)

Note 8. Autres produits et charges opérationnels

Ils comprennent principalement les pertes et profits et les variations de provisions couvrant des événements exceptionnels.

(en K €)	30/06/2013	30/06/2012
Autres produits	172	5 985
Autres charges	(573)	(5 398)
	(401)	587

Note 9. Charges de financement

Les charges de financement s'élèvent à 84 K€ contre 113 KE au 30 Juin 2012.

Note 10. Impôts sur les résultats

Le produit d'impôt s'élève à 586 KE.

Le produit d'impôt différé à été estimé à 302 K€.

L'activation des déficits d'un montant de 517 K€ concerne uniquement Devernois (pour le déficit fiscal du groupe intégré) pour laquelle les déficits sont indéfiniment reportables.

Note 11. Immobilisations incorporelles

Brut	Valeurs Brutes 30/06/2013	Valeurs Brutes 30/06/2012
Frais d'établissement		
Frais de collection	511	586
Concessions, brevets, licences	2 790	2 768
Fonds commercial	31 745	32 091
Autres immobilisations incorp	482	504
Avances et acomptes		16
Total Valeurs	35 528	35 964

Amortissements	Cumulés 30/06/2013	Cumulés 30/06/2012
Frais d'établissement		
Frais de collection	239	302
Concessions,brevets, licences	2 602	2 490
Fonds commercial		
Avances et acomptes		
Total Amortissements	2 841	2 792

Note 12. Immobilisations corporelles

Brut	Valeurs brutes 30/06/2013	Valeurs Brutes 30/06/2012
Terrains	572	526
Constructions	5 095	4 681
Installations techn. mat. outill.	5 013	5 182
Autres immobilisations	11 667	11 816
Immobilisations en cours	51	30
Avances et acomptes	4	8
Total Valeurs	22 402	22 243

Amortissements	Cumulés 30/06//2013	Cumulés 30/06//2012
Constructions	2 353	2 225
Installations techn. mat. outill.	4 114	4 081
Autres immobilisations	8 208	7 912
Immobilisations en cours		
Avances et acomptes		
Total Amortissements	14 675	14 218

Note 13. Immobilisations financières

Brut	Valeurs brutes 30/06/2013	Valeurs brutes 30/06/2012
Autres titres immobilisés	5	5
Prêts		
Autres immob. financières	1 085	1 107
Total Valeurs	1 090	1 112

Note 14. Autres actifs non courants

Ces actifs concernent les créances d'impôts différés pour un montant de 696 K€.

Note 15. Créances de financement

Néant.

15.1. Montant des créances douteuses

	30/06/2013	30/06/2012
Clients et comptes rattachés brut	1 505	1 919
Provision pour clients douteux	(144)	(148)
Montant net	1 361	1 771

15.2. Evolution des provisions pour créances douteuses

(en K €)	30/06/2013	30/06/2012
Dotation créances douteuses	(42)	(40)
Reprise créances douteuses	78	72
Pertes sur créances irrécouvrables	(60)	(87)
Rentrées sur créances amorties		
Total	(24)	(55)

Note 16. Stocks

	30/06/2013	30/06/2012
Matières premières	1 207	1 337
Produits en cours	252	227
Produits intermédiaires et finis	1 478	2 213
Marchandises	5 515	7 607
Avances et acomptes		
Total valeur brute	8 452	11 384
Provisions pour dépréciation	1 886	2 480
Total valeur nette	6 566	8 904

Note 17. Autres débiteurs

(en K €)	30/06/2013	30/06/2012
Autres créances	1 343	2 236
Charges constatées d'avance	724	853
Total	2 067	3 089

Note 18. Trésorerie

(en K €)	30/06/2013	30/06/2012
Placements (VMP)	81	218
- dont provisions		
Comptes courants bancaires et caisses	3 706	6 579
Total	3 787	6 797

Note 19. Capitaux propres

19.1. Composition du capital

Décomposition du capital social	Nombre	Montant
Actions composant le capital social en début d'exercice	299 058	2 300
Actions composant le capital social en fin d'exercice	299 058	2 300

19.2. Tableau de variation des capitaux propres

	Capital	Primes	Ecarts de réévaluation	Réserves consolidées	Ecarts de conversion	Résultat de l'exercice	Total
Situation au 31.12.2012	2 300	7 477	105	27 177	66	746	37 871
Incidence affectation des résultats				-405		-746	-1 151
Autres mouvements				-210	-64	-1 837	-2 111
Situation au 30.06.2013	2 300	7 477	105	26 562	2	-1 837	34 609

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	N	N-1
Résultat net	-1 837	231
Ecart de conversion des filiales étrangères selon IAS 21	-64	2
Réévaluation des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets en devises selon IAS 39		
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente conformément à IAS 39 (1)		
Réévaluation des immobilisations sur option conformément à IAS 16 & 38	-210	-102
Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies sur option conformément à IAS 19		
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence, IAS 28 & 31		
Impôts conformément à IAS 12 (si montants précédents (1) non présentés nets d'impôts)		
Total des gains & pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-274	-100
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
- dont part du groupe	-2 111	131
- dont part des intérêts minoritaires		

Note 20. Provisions

20.1. Détail des provisions

	Valeur au 30.06.2013	Valeur au 30.06.2012
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
. pour indemnités de fin de carrière	509	420
. pour litiges	1 131	2 145
. pour autres risques		
. pour autres charges	230	339
Sous-Total	1 870	2 904
PROVISIONS POUR DEPRECIATION DE L'ACTIF CIRCULANT		
. sur stocks et en-cours	1 887	2 480
. sur comptes clients	144	148
. sur autres créances	9	10
. sur disponibilités	0	0
Sous-Total	2 040	2 638
PROVISION POUR DEPRECIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE		
. sur terrain	144	144
. sur fonds	4 453	3 973
Sous-Total	4 597	4 117
Total	8 507	9 659

Provisions pour risques et litiges :

Ces provisions concernent des risques et litiges à caractère commercial et social pour des assignations engagées avant la date d'établissement des comptes ainsi que le plan social chez DEVERNOIS. Elles ont été évaluées sur la base du risque estimé par la société après consultation de ses conseils.

Note 21. Engagements de retraites et assimilés

21.1. Engagements de retraites

21.1.1. Hypothèses retenues pour les comptes annuels

- Taux d'actualisation : 3.60 %.
- Taux de rotation : faible pour la société mère.
- Âge conventionnel de départ : 65 ans.
- Condition de départ : départ volontaire.
- Droits acquis : convention collective de l'entreprise qui s'applique.

Pour les comptes condensés au 30/06/2013 les engagements de retraites calculés au 31/12/2012 selon les hypothèses ci-dessus, ont été majorés de 1.5%.

21.1.2. Eléments chiffrés

(en K €)	30/06/2013	30/06/2012
IFC	509	420
Total	509	420

21.2. Médailles du travail

Non significatif.

Note 22. Passifs financiers courants et non courants des activités industrielles et commerciales

22.1. Détail des emprunts

(en K €)	Valeur bilan au 30.06.2013 Coût amorti ou juste valeur	Nominal	Echéances du nominal	
			< 1 an	De 1 à 5 ans
Emprunts obligataires				
Fonds de participation des salariés à long terme				
Emprunts sur locations financement long terme				
Autres emprunts à long terme	4 367		1 160	3 207
A la clôture de l'exercice	4 367		1 160	3 207

22.2. Caractéristiques des autres financements à court terme et découverts bancaires

(en K €)	Solde au bilan au 30.06.2013	Monnaie d'émission
Concours bancaires courants		
Banques créditrices	316	Euro
Total	316	

22.3. Dettes financières diverses

(en K €)	Valeur bilan au 30.06.2013 Coût amorti ou juste valeur	Echéances	
		< 1 an	De 1 à 5 ans
Comptes courants d'associés	6	6	
A la clôture de l'exercice	6	6	

Note 23. Autres passifs non courants

(en K €)	30/06/2013	30/06/2012
Provisions pour risques et charges non courantes	0	0
Impôts différés passifs	1 814	1 817
Participation des salariés	0	0
Total	1 814	1 817

Note 24. Autres passifs courants

(en K €)	30/06/2013	30/06/2012
Dettes fiscales et sociales	3 324	3 281
Fournisseurs	4 564	4 317
Clients créditeurs	77	103
Produits constatés d'avance	0	232
Provisions pour risques et charges courantes	1 870	2 904
Créditeurs divers	441	1 502
Total	10 276	12 339

Note 25. Engagements donnés

Les engagements donnés représentent des cautionnements accordés par DEVERNOIS à :

- Italie 6 pour 106 K€
- Portugal pour 137 K€
- Sofrade pour 2 459 K€

Soit un total de 2 702 K€

Les engagements reçus représentent 45 K€ (créances assorties de garanties).

Note 26. Rémunération des dirigeants

- Monsieur Thierry BRUN, président du directoire de la société,
 - Madame Séverine BRUN, directeur général de la société,
 - Madame Zélia BOËL, présidente du conseil de surveillance de la société,
- ont perçu, ensemble, au titre des avantages à court terme, la somme de 148 K€ sur le 1er semestre 2013

Note 27. Passifs éventuels

NEANT

Note 28. Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires	CAC Gescomm	CAC Excofidogest
	30/06/2013	30/06/2013
DEVERNOIS	19 K€	19 K€
SOFRADE	18 K€	-
SOCAD	2 K€	-
TOTAL	39 KE	19 K€

Note 29. Evènements postérieurs à la clôture

NEANT

Note 30. Transaction avec les parties liées

Les parties liées sont DSA, HSTB, SCI DAX IMMO, SCI AIX IMMO et les dirigeants de la société DEVERNOIS.

Le montant des refacturations de la holding HSTB pour le groupe s'élève pour le 1er semestre 2013 à 136 K€.

En dehors des rémunérations des dirigeants mentionnés en note 26 il n'y a pas d'autres relations entre les parties liées.

Note 31. Droit individuel à la formation

Le volume d'heures de formation accumulé correspondant aux droits acquis s'élève à 19 931 heures au 30/06/2013.

Note 32. Eléments significatifs du semestre

Un plan social a été annoncé, son chiffrage s'élève à 700 K€. Ce montant a été provisionné dans les comptes sociaux de la société DEVERNOIS.

Note 33. Couvertures de change

La société est exposée à des risques de change en raison de ses transactions en monnaies externes à la zone euro. Les monnaies concernées sont essentiellement le dollar pour les achats de marchandises et la livre sterling et le franc suisse pour les ventes réalisées en Angleterre et en Suisse. Une politique de couverture de la devise dollar a été mise en place depuis de nombreuses années et les besoins annuels en dollar sont couverts par des contrats de change à terme. A la fin du premier semestre 2013, des couvertures sont toujours en cours pour des montants de 1 522 K\$ à un taux de 1.30 dollar pour un euro alors que le cours du dollar au 30 juin 2013 était de l'ordre de 1.308. Ces couvertures nous permettent de couvrir nos besoins jusqu'en septembre 2013.

Concernant les autres devises, les flux restants à des niveaux très faibles, il n'est pas pratiqué de couvertures de change.

La différence entre le cours de couverture et le cours du 30/06/2013 fait ressortir un montant positif de 7 K€, correspondant à des flux de trésorerie futurs à comptabiliser en capitaux propres.

Ce montant peut varier par rapport aux fluctuations du dollar des mois suivants, il n'a pas été retraité au 30/06/2013.

Mesdames, Messieurs les Actionnaires de la Société DEVERNOIS,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société DEVERNOIS, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en oeuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans :

- la note 1.4 « Immobilisations incorporelles » page 6 de l'annexe décrivant la méthode retenue relative à la valorisation des différents fonds de commerce.
- la note 2.2 « Evolution significative du périmètre en 2013 » page 10 de l'annexe indiquant la fusion de la société MARNY avec la société SOFRADE.

2 - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel

d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à ROANNE – le 10 octobre 2013.

Les Commissaires aux Comptes

GESCOMM
Valérie GAUMARD
Associée

EXCO FIDOGEST
Jean-Michel LANNES
Associé

Membres de la Compagnie Régionale de Lyon



www.devernois.fr